



Treaty Series No. 6 (1997)

Protocol 1990

amending the Convention concerning International Carriage by Rail (COTIF)

signed at Berne on 9 May 1980, adopted by the
2nd General Assembly of the Intergovernmental Organisation
for International Carriage by Rail
held at Berne from 17 to 20 December 1990

[The Protocol entered into force on 1 November 1996]

*Presented to Parliament
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs
by Command of Her Majesty
February 1997*

PROTOCOLE 1990
PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION RELATIVE AUX
TRANSPORTS INTERNATIONAUX FERROVIAIRES (COTIF) du 9 mai 1980

En application des articles 6 et 19, § 2 de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF), signée à Berne, le 9 mai 1980, la deuxième Assemblée générale de l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires (OTIF) s'est tenue à Berne du 17 au 20 décembre 1990.

Considérant la nécessité d'amender les dispositions de la COTIF pour les adapter aux besoins nouveaux de la communauté internationale et des transports internationaux ferroviaires,

les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit:

MODIFICATIONS DECIDEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

ARTICLE I

Modifications relatives à la Convention proprement dite

1) Article 2 COTIF

Compléter le texte du § 2 par un nouvel alinéa 2 de la teneur suivante:

“Sont assimilés aux transports effectués sur une ligne, au sens de l'alinéa précédent, les autres transports internes, effectués sous la responsabilité du chemin de fer, en complément du transport ferroviaire.”

2) Article 3 COTIF

Modifier le texte du § 2 comme suit:

“§ 2 Les lignes visées à l'article 2, § 1, et § 2, alinéa premier, sur lesquelles . . .”.

Préciser l'alinéa premier du § 3 de la manière suivante:

“§ 3 Les entreprises dont relèvent les lignes visées à l'article 2, § 2, alinéa premier, inscrites sur. . .”.

3) Article 4 COTIF

Compléter le texte comme suit:

“Dans les textes ci-après, l'expression “Convention” couvre la Convention proprement dite, le Protocole visé à l'article premier, § 2, alinéa 2, le Mandat additionnel pour la vérification des comptes et les Appendices A et B, y compris leurs Annexes, visés à l'article 3, §§ 1 et 4.”

4) Article 7 COTIF

Modifier le texte du § 1, alinéa premier comme suit:

“§ 1 Le Comité administratif se compose des représentants de douze Etats membres.”

Supprimer dans la première phrase de l'alinéa 2 du § 1, les mots:

“. . . et assume la présidence du Comité”

Compléter le texte du § 2, lettre a) comme suit:

“a) établit son règlement intérieur et désigne à la majorité des deux tiers l'Etat membre qui en assume la présidence pour chaque période quinquennale;”

Compléter le texte du § 2, lettre d) par un nouvel alinéa 2 de la teneur suivante:

“le directeur général et le vice-directeur général sont nommés pour une période de cinq ans, renouvelable;”

PROTOCOL 1990
AMENDING THE CONVENTION CONCERNING
INTERNATIONAL CARRIAGE BY RAIL (COTIF) OF 9 MAY 1980¹

In pursuance of Articles 6 and 19, § 2 of the Convention concerning international carriage by rail (COTIF), signed at Berne on 9 May 1980, the 2nd General Assembly of the Intergovernmental Organisation for International Carriage by Rail (OTIF) was held at Berne from 17 to 20 December 1990.

Considering the need to amend the provisions of COTIF in order to adapt them to the new requirements of the international community and international carriage by rail,

the Contracting Parties have agreed as follows:

AMENDMENTS DECIDED UPON BY THE GENERAL ASSEMBLY

ARTICLE I

Amendments concerning the Convention itself

1) *Article 2 COTIF*

Add to the text of § 2 a new second sub-paragraph which reads as follows:

“Other internal carriage performed under the responsibility of the railway, complementary to carriage by rail, shall be treated as carriage performed over a line, within the meaning of the preceding sub-paragraph.”

2) *Article 3 COTIF*

Amend the text of § 2 as follows:

“§ 2 The lines or services referred to in Article 2, § 1, and § 2, first sub-paragraph, on which . . .”.

Clarify the first sub-paragraph of § 3 as follows:

“§ 3 The undertakings responsible for the services referred to in Article 2, § 2, first sub-paragraph, and included in . . .”.

3) *Article 4 COTIF*

Add to the text as follows:

“In the following texts the expression “Convention” covers the Convention itself, the Protocol referred to in Article 1, § 2, second sub-paragraph, the Additional Mandate for the Auditing of Accounts, and Appendices A and B including their Annexes, referred to in Article 3, §§ 1 and 4.”

4) *Article 7 COTIF*

Amend the text of § 1, first sub-paragraph as follows:

“§ 1 The Administrative Committee shall be composed of representatives of twelve Member States.”

Delete from the first sentence of the second sub-paragraph of § 1, the words:

“. . . and shall assume the Chairmanship of the Committee”

Complete the text of § 2, letter (a) as follows:

“a) establish its rules of procedure and designate by a two-thirds majority the Member State which shall assume the Chairmanship for each five-year period;”

Add to the text of § 2, (d) a new second sub-paragraph reading as follows:

“The Director General and the Deputy Director General shall be appointed for a period of five years, renewable;”

¹Treaty Series No. 1 (1987), Cm 41.

5) *Article 11 COTIF*

Remplacer le texte du § 7 par ce qui suit:

“§ 7 La vérification des comptes est effectuée par le Gouvernement suisse, selon les règles fixées dans le Mandat additionnel annexé à la Convention proprement dite et, sous réserve de toutes directives spéciales du Comité administratif, en conformité avec les dispositions du Règlement financier et comptable de l’Organisation.”

6) *Article 19 COTIF*

Compléter le texte du § 3 par une nouvelle lettre a) de la teneur suivante:

“a) *Mandat additionnel pour la vérification des comptes;*”

Les lettres a) et b) deviennent respectivement les lettres b) et c).

Après les Protocoles sur les privilèges et immunités de l’OTIF, est insérée l’Annexe suivante:

*“Mandat additionnel
pour la vérification des comptes*

1. Le Vérificateur vérifie les comptes de l’Organisation, y compris tous les fonds fiduciaires et comptes spéciaux, comme il le juge nécessaire pour s’assurer:

- a) que les états financiers sont conformes aux livres et écritures de l’Organisation;
- b) que les opérations financières dont les états rendent compte ont été menées en conformité avec les règles et les règlements, les dispositions budgétaires et les autres directives de l’Organisation;
- c) que les valeurs et le numéraire déposés en banque ou en caisse ont été soit vérifiés grâce à des certificats directement reçus des dépositaires de l’Organisation, soit effectivement comptés;
- d) que les contrôles intérieurs, y compris la vérification intérieure des comptes, sont adéquats;
- e) que tous les éléments de l’actif et du passif ainsi que tous les excédents et déficits ont été comptabilisés selon des procédures qu’il juge satisfaisantes.

2. Le Vérificateur est seul compétent pour accepter en tout ou en partie les attestations et justifications fournies par le directeur général. S’il le juge opportun, il peut procéder à l’examen et à la vérification détaillée de toute pièce comptable relative soit aux opérations financières, soit aux fournitures et au matériel.

3. Le Vérificateur a librement accès, à tout moment, à tous les livres, écritures, documents comptables et autres informations dont il estime avoir besoin.

4. Le Vérificateur n’est pas compétent pour rejeter telle ou telle rubrique des comptes, mais il attire immédiatement l’attention du directeur général sur toute opération dont la régularité ou l’opportunité lui paraît discutable, pour que ce dernier prenne les mesures voulues.

5. Le Vérificateur présente et signe une attestation sur les états financiers dans les termes suivants: “J’ai examiné les états financiers de l’Organisation pour l’exercice financier qui s’est terminé le 31 décembre Mon examen a comporté une analyse générale des méthodes comptables et le contrôle des pièces comptables et d’autres justificatifs qui m’a paru nécessaire dans la circonstance.” Cette attestation indique, selon le cas, que:

- a) les états financiers reflètent de façon satisfaisante la situation financière à la date d’expiration de la période considérée ainsi que les résultats des opérations menées durant la période qui s’est achevée à cette date;
- b) les états financiers ont été établis conformément aux principes comptables mentionnés;
- c) les principes financiers ont été appliqués selon des modalités qui concordaient avec celles adoptées pendant l’exercice financier précédent;
- d) les opérations financières ont été menées en conformité avec les règles et les règlements, les dispositions budgétaires et les autres directives de l’Organisation.

5) *Article 11 COTIF*

Replace the text of § 7 by the following:

“§ 7 The auditing of accounts shall be carried out by the Swiss Government, according to the rules laid down in the Additional Mandate annexed to the Convention itself and, subject to any special directives of the Administrative Committee, in conformity with the provisions of the Financial and Accounting Regulations of the Organisation.”

6) *Article 19 COTIF*

Add to the text of § 3 a new letter a) which reads as follows:

“a) *Additional Mandate for the Auditing of Accounts;*”

Letters (a) and (b) shall become respectively, (b) and (c).

After the Protocol on the Privileges and Immunities of OTIF, there shall be inserted the following Annex:

*“Additional Mandate
for the Auditing of Accounts*

1. The Auditor shall audit the accounts of the Organisation, including all the trust funds and special accounts, as he considers necessary in order to ensure:

- a) that the financial statements are in conformity with the ledgers and accounts of the Organisation;
- b) that the financial transactions which the statements account for have been carried out in conformity with the rules and regulations, budgetary provisions and other directives of the Organisation;
- c) that securities and cash held at banks or in the cash box have either been audited by reference to certificates received directly from the depositories of the Organisation, or actually counted;
- d) that the internal checks, including the internal audit of the accounts, are adequate;
- e) that all assets and liabilities as well as all surpluses and deficits have been posted according to procedures that he considers satisfactory.

2. Only the Auditor shall be competent to accept in whole or in part certificates and supporting documents furnished by the Director General. If he considers it appropriate, he may undertake an examination and detailed audit of any accounting record relating either to financial transactions or to supplies and equipment.

3. The Auditor shall have unrestricted access, at any time, to all ledgers, accounts, accounting documents and other information which he considers useful.

4. The Auditor shall not be competent to reject such and such a heading of the accounts, but he shall immediately draw to the attention of the Director General any transaction of which the regularity or appropriateness appears to him to be questionable, so that the latter may take the requisite measures.

5. The Auditor shall present and sign a certificate in respect of the financial statements with the following wording: “I have examined the financial statements of the Organisation for the financial year which ended on 31 December My examination consisted of a general analysis of the accounting methods and the checking of the accounting records and other evidence which appeared to me to be necessary in the circumstances.” That certificate shall indicate, according to the circumstances, that:

- a) the financial statements satisfactorily reflect the financial position at the date of expiry of the period in question as well as the results of the transactions carried out during the period which ended on that date;
- b) the financial statements have been drawn up in accordance with the accounting principles mentioned;
- c) the financial principles have been applied in accordance with procedures which accord with those adopted during the previous financial year;
- d) the financial transactions have been carried out in conformity with the rules and regulations, budgetary provisions and other directives of the Organisation.

6. Dans son rapport sur les opérations financières, le Vérificateur mentionne:
- a) la nature et l'étendue de la vérification à laquelle il a procédé;
 - b) les éléments qui ont un lien avec le caractère complet ou l'exactitude des comptes, y compris le cas échéant:
 - 1° les informations nécessaires à l'interprétation et à l'appréciation correctes des comptes;
 - 2° toute somme qui aurait dû être perçue mais qui n'a pas été passée en compte;
 - 3° toute somme qui a fait l'objet d'un engagement de dépense régulier ou conditionnel et qui n'a pas été comptabilisée ou dont il n'a pas été tenu compte dans les états financiers;
 - 4° les dépenses à l'appui desquelles il n'est pas produit de pièces justificatives suffisantes;
 - 5° le point de savoir s'il est tenu des livres de comptes en bonne et due forme. Il y a lieu de relever les cas où la présentation matérielle des états financiers s'écarte des principes comptables généralement reconnus et constamment appliqués;
 - c) les autres questions sur lesquelles il y a lieu d'appeler l'attention du Comité administratif, par exemple:
 - 1° les cas de fraude ou de présomption de fraude;
 - 2° le gaspillage ou l'utilisation irrégulière de fonds ou d'autres avoirs de l'Organisation (quand bien même les comptes relatifs à l'opération effectuée seraient en règle);
 - 3° les dépenses risquant d'entraîner ultérieurement des frais considérables pour l'Organisation;
 - 4° tout vice, général ou particulier, du système de contrôle des recettes et des dépenses ou des fournitures et du matériel;
 - 5° les dépenses non conformes aux intentions du Comité administratif, compte tenu des virements dûment autorisés à l'intérieur du budget;
 - 6° les dépassements de crédits, compte tenu des modifications résultant de virements dûment autorisés à l'intérieur du budget;
 - 7° les dépenses non conformes aux autorisations qui les régissent;
 - d) l'exactitude ou l'inexactitude des comptes relatifs aux fournitures et au matériel, établie d'après l'inventaire et l'examen des livres.

En outre, le rapport peut faire état d'opérations qui ont été comptabilisées au cours d'un exercice antérieur et au sujet desquelles de nouvelles informations ont été obtenues ou d'opérations qui doivent être faites au cours d'un exercice ultérieur et au sujet desquelles il semble souhaitable d'informer le Comité administratif par avance.

7. Le Vérificateur ne doit en aucun cas faire figurer de critiques dans son rapport sans donner préalablement au directeur général une possibilité adéquate de s'expliquer.

8. Le Vérificateur communique au Comité administratif et au directeur général les constatations faites en raison de la vérification. Il peut, en outre, présenter tout commentaire qu'il juge approprié au sujet du rapport financier du directeur général.

9. Dans la mesure où le Vérificateur a procédé à une vérification sommaire ou n'a pu obtenir de justifications suffisantes, il doit le mentionner dans son attestation et son rapport, en précisant les raisons de ses observations ainsi que les conséquences qui en résultent pour la situation financière et les opérations financières comptabilisées."

ARTICLE II

Modifications relatives aux Règles uniformes CIV

1) *Article premier CIV*

Modifier le texte du § 1 comme suit:

"§ 1 Sous réserve des exceptions prévues aux article 2, 3 et 33, les Règles uniformes s'appliquent à tous les transports de voyageurs et de bagages y compris de véhicules automobiles, effectués avec des titres de transport internationaux établis pour un

6. In his report on the financial transactions, the Auditor shall mention:
- a) the nature and extent of the audit which he has carried out;
 - b) factors connected with the completeness or correctness of the accounts, including as appropriate:
 1. information necessary for the correct interpretation and assessment of the accounts;
 2. any sum which ought to have been collected but which has not been passed to account;
 3. any sum which has been the subject of a regular or conditional expenditure commitment and which has not been posted or which has not been taken into account in the financial statements;
 4. expenditure in support of which no sufficient vouchers have been produced;
 5. whether or not ledgers have been kept in good and due form. It is necessary to note cases where the material presentation of the financial statements diverges from accounting principles generally recognised and invariably applied;
 - c) other matters to which the attention of the Administrative Committee should be drawn, for example:
 1. cases of fraud or presumption of fraud;
 2. wastage or irregular use of funds or other assets of the Organisation (even when the accounts relating to the transaction carried out were in order);
 3. expenditure which could subsequently lead to considerable costs for the Organisation;
 4. any defects, general or particular, in the system of checking the receipts and expenses or the supplies and equipment;
 5. expenditure not in conformity with the intentions of the Administrative Committee, taking account of transfers duly authorised within the budget;
 6. overstepping of appropriations, taking account of changes resulting from transfers duly authorised within the budget;
 7. expenditure not in conformity with the authorisations which govern it;
 - d) the correctness or incorrectness of the accounts relating to supplies and equipment, established from the inventory and the examination of the ledgers.

In addition, the report may mention transactions which have been posted in the course of an earlier financial year and about which new information has been obtained or transactions which are due to be carried out in the course of a later financial year and about which it seems desirable to inform the Administrative Committee in advance.

7. The Auditor shall on no account include criticisms in his report without first affording the Director General an adequate opportunity of giving an explanation.

8. The Auditor shall inform the Administrative Committee and the Director General of the findings made as a result of the audit. He may, in addition, submit any comments that he considers appropriate about the financial report to the Director General.

9. Where the Auditor has carried out a summary audit or has been unable to obtain adequate supporting documents, he shall mention the fact in his certificate and his report, specifying the reasons for his observations as well as the consequences which result therefrom for the financial position and the posted financial transactions.”

ARTICLE II

Amendments to the CIV Uniform Rules

1) *Article 1 CIV*

Amend the text of § 1 as follows:

“§ 1 Subject to the exceptions provided for in Articles 2, 3 and 33, the Uniform Rules shall apply to all carriage of passengers and luggage including motor vehicles, under international transport documents made out for a journey over the territories of at least

parcours empruntant les territoires d'au moins deux Etats et comprenant exclusivement des lignes inscrites sur la liste prévue aux articles 3 et 10 de la Convention, ainsi que le cas échéant, aux transports assimilés conformément à l'article 2, § 2, alinéa 2 de la Convention.

Les Règles uniformes s'appliquent également, en ce qui concerne la responsabilité du chemin de fer en cas de mort et de blessures de voyageurs, aux personnes qui accompagnent un envoi dont le transport est effectué conformément aux Règles uniformes concernant le contrat de transport international ferroviaire des marchandises (CIM).”

2) *Article 14 CIV*

Compléter le texte du § 1 par la phrase suivante:

“§ 1 . . . Pour le transport des véhicules automobiles, le chemin de fer peut prévoir que les voyageurs demeurent dans le véhicule automobile durant le transport.”

3) *Article 17 CIF*

Modifier le texte actuel du § 2 et le compléter par un nouvel alinéa 2 comme suit:

“§ 2 Les tarifs internationaux peuvent admettre sous certaines conditions, comme bagages, des animaux et des objets non visés au § 1, ainsi que des véhicules automobiles remis au transport avec ou sans remorque.

Les conditions de transport des véhicules automobiles précisent en particulier les conditions d'admission au transport, d'enregistrement, de chargement et de transport, la forme et le contenu du document de transport qui doit porter le sigle CIV, les conditions de déchargement et de livraison, ainsi que les obligations du conducteur en ce qui concerne son véhicule, le chargement et le déchargement.”

4) *Article 41 CIV*

Modifier le titre: “Véhicules automobiles”

Modifier le texte du § 1 comme suit:

“§ 1 En cas de retard dans le chargement pour une cause imputable au chemin de fer ou de retard à la livraison d'un véhicule automobile, le chemin de fer doit payer, lorsque l'ayant droit prouve qu'un dommage en est résulté, une indemnité dont le montant ne peut excéder le prix de transport du véhicule.”

Modifier le texte du § 3 comme suit:

“§ 3 En cas de perte totale ou partielle du véhicule, l'indemnité à payer à l'ayant droit pour le dommage prouvé est calculée d'après la valeur usuelle du véhicule et ne peut excéder 8000 unités de compte.”

Modifier le texte du § 4 comme suit:

“§ 4 En ce qui concerne les objets placés dans le véhicule, le chemin de fer n'est responsable que du dommage causé par sa faute. L'indemnité totale à payer ne peut excéder 1000 unités de comptes.

Le chemin de fer ne répond des objets placés à l'extérieur du véhicule qu'en cas de dol.”

Reprendre sous le § 5, la seconde phrase du § 3 actuel:

“§ 5 Une remorque avec ou sans chargement est considérée comme un véhicule.”

Reprendre sous un § 6 nouveau, le texte du § 5 actuel, en le modifiant légèrement:

“§ 6 Les autres dispositions concernant la responsabilité pour les bagages sont applicables au transport des véhicules automobiles.”

5) *Article 42 CIV*

Modifier le titre comme suit:

“Déchéance du droit d'invoquer les limites de responsabilité”

Modifier le texte de l'alinéa premier comme suit:

“Les dispositions des articles 30, 31 et 38 à 41 des Règles uniformes ou celles prévues par le droit national, qui limitent les indemnités à un montant déterminé ne s'appliquent

two States and exclusively over lines or services included in the list provided for in Articles 3 and 10 of the Convention, as well as, in appropriate cases, to carriage treated as carriage over a line in accordance with Article 2, § 2, sub-paragraph 2 of the Convention.

The Uniform Rules shall also apply, as far as the liability of the railway in case of death of, or personal injury to, passengers is concerned, to persons accompanying a consignment whose carriage is effected in accordance with the Uniform Rules concerning the Contract for the International Carriage of Goods by Rail (CIM).”

2) *Article 14 CIV*

Add to the text of § I the following sentence:

“§ I . . . For the carriage of motor vehicles, the railway may provide that the passengers shall remain in the motor vehicle during carriage.”

3) *Article 17 CIV*

Amend the existing text of § 2 and add to it a new sub-paragraph 2 reading as follows:

“§ 2 The international tariffs may provide for the acceptance as registered luggage, on specified conditions, of animals and articles not mentioned in § 1, as well as of motor vehicles handed over for carriage with or without a trailer.

The conditions governing the carriage of motor vehicles shall specify in particular the conditions governing acceptance for carriage, registration, loading and carriage, the form and content of the transport document which must bear the initials CIV, the conditions governing unloading and delivery, as well as the obligations of the driver in respect of his vehicle and the loading and unloading of it.”

4) *Article 41 CIV*

Amend the heading: “Motor vehicles”.

Amend the text of § 1 as follows:

“§ 1 In case of delay in loading for a reason attributable to the railway or delay in delivery of a motor vehicle, the railway shall, if the person entitled proves that loss or damage has been suffered thereby, pay compensation the amount of which shall not exceed the charge for carriage of the vehicle.”

Amend the text of § 3 as follows:

“§ 3 In case of total or partial loss of the vehicle, the compensation payable to the person entitled for the loss or damage proved shall be calculated on the usual value of the vehicle and may not exceed 8000 units of account.”

Amend the text of § 4 as follows:

“§ 4 In respect of articles placed inside the vehicle, the railway shall be liable only for loss or damage caused by a fault on its part. The total compensation payable may not exceed 1000 units of account.

The railway shall be liable in respect of articles placed on the outside of the vehicle only in the case of wilful misconduct.”

Insert as § 5, the second sentence of the existing § 3:

“§ 5 A loaded or unloaded trailer shall be considered as a vehicle.”

Insert as a new § 6, the text of the existing § 5, while amending it slightly:

“§ 6 The other provisions relating to liability in respect of registered luggage shall apply to the carriage of motor vehicles.”

5) *Article 42 CIV*

Amend the heading as follows:

“Loss of the right to invoke the limits of liability”.

Amend the text of the first sub-paragraph as follows:

“The provisions of Articles 30, 31 and 38 to 41 of the Uniform Rules or those of national law, limiting compensation to a fixed amount, shall not apply if it is proved that

pas, s'il est prouvé que le dommage résulte d'un acte ou d'une omission que le chemin de fer a commis, soit avec l'intention de provoquer un tel dommage, soit témérairement et avec conscience qu'un tel dommage en résultera probablement."

Supprimer le texte de l'alinéa 2.

6) *Article 43 CIV*

Compléter le titre comme suit:

"Conversion et intérêts de l'indemnité"

Ajouter un nouveau § premier de la teneur suivante:

"§ 1 Lorsque le calcul de l'indemnité implique la conversion des sommes exprimées en unités monétaires étrangères, celle-ci est faite d'après le cours au jour et lieu du paiement de l'indemnité."

Les §§ 1, 2, 3 et 4 deviennent respectivement les §§ 2, 3, 4 et 5.

7) *Article 53 CIV*

Modifier le texte de l'alinéa premier du § 1 comme suit:

"§ 1 Toute action de l'ayant droit fondée sur la responsabilité du chemin de fer en cas de mort et de blessures de voyageurs est éteinte s'il ne signale pas l'accident survenu au voyageur, dans les six mois à compter de la connaissance du dommage, à l'un des chemins de fer auxquels une réclamation peut être présentée selon l'article 49, § 1."

8) *Article 55 CIV*

Compléter le texte du § 2, alinéa 2 comme suit:

"Toutefois, la prescription est de deux ans s'il s'agit d'une action fondée sur un dommage résultant d'un acte ou d'une omission commise, soit avec l'intention de provoquer un tel dommage, soit témérairement et avec conscience qu'un tel dommage en résultera probablement."

Supprimer les lettres a) et b).

ARTICLE III

Modifications relatives aux Règles uniformes CIM

1) *Article premier CIM*

Compléter la fin du texte du § 1 comme suit:

"§ 1 Sous réserve . . . de la Convention, ainsi que, le cas échéant, aux transports assimilés conformément à l'article 2, § 2, alinéa 2 de la Convention."

2) *Article 18 CIM*

Simplifier le texte de la manière suivante:

"L'expéditeur est responsable de l'exactitude des inscriptions portées par ses soins sur la lettre de voiture. Il supporte toutes les conséquences résultant du fait que ces inscriptions seraient irrégulières, inexactes, incomplètes ou portées ailleurs qu'à la place réservée à chacune d'elles."

Supprimer la dernière phrase.

3) *Article 40 CIM*

Au § 2, supprimer les termes suivants:

" , sous réserve de la limitation prévue à l'article 45".

Supprimer le § 4.

4) *Article 43 CIM*

Modifier le texte du § 1 comme suit:

"§ 1 Si un dommage, y compris une avarie, résulte du dépassement du délai de livraison, le chemin de fer doit payer une indemnité qui ne peut excéder le quadruple du prix de transport."

the loss or damage resulted from an act or omission, on the part of the railway, done with intent to cause such loss or damage, or recklessly and with knowledge that such loss or damage will probably result.”

Delete the text of the second sub-paragraph.

6) *Article 43 CIV*

Add to the heading as follows:

“Conversion of, and interest on, compensation”

Add a new § 1 which reads as follows:

“§ 1 Where the calculation of compensation requires the conversion of sums expressed in foreign currencies, conversion shall be at the rate of exchange applicable on the day and at the place of payment of the compensation.”

§§ 1, 2, 3 and 4 become respectively §§ 2, 3, 4 and 5.

7) *Article 53 CIV*

Amend the text of the first sub-paragraph of § 1 as follows:

“§ 1 Any right of action by the person entitled based on the liability of the railway in case of death of, or personal injury to, passengers shall be extinguished if notice of the accident to the passenger is not given by the person entitled, within six months of his becoming aware of the loss or damage, to one of the railways to which a claim may be made in accordance with Article 49, § 1.”

8) *Article 55 CIV*

Add to the text of § 2, second sub-paragraph as follows:

“Nevertheless, the period of limitation shall be two years in the case of an action for loss or damage resulting from an act or omission done with intent to cause such loss or damage, or recklessly and with knowledge that such loss or damage would probably result.”

Delete (a) and (b).

ARTICLE III

Amendments to the CIM Uniform Rules

1) *Article 1 CIM*

Add to the end of the text of § 1 as follows:

“§ 1 Subject to . . . of the Convention, as well as, where appropriate, to carriage treated as carriage over a line in accordance with Article 2, § 2, second sub-paragraph of the Convention.”

2) *Article 18 CIM*

Simplify the text as follows:

“The consignor shall be responsible for the correctness of the particulars inserted by, or for, him, in the consignment note. He shall bear all the consequences in the event of those particulars being irregular, incorrect, incomplete, or entered elsewhere than in the allotted space.”

Delete the last sentence.

3) *Article 40 CIM*

In § 2, delete the following words:

“, subject to the limit provided for in Article 45”.

Delete § 4.

4) *Article 43 CIM*

Amend the text of § 1 as follows:

“§ 1 If loss or damage has resulted from the transit period being exceeded, the railway shall pay compensation not exceeding four times the carriage charges.”

5) *Article 44 CIM*

Modifier le titre comme suit:

“Déchéance du droit d’invoquer les limites de responsabilité”

Modifier le texte de l’alinéa premier comme suit:

“Les limites de responsabilité prévues aux articles 25, 26, 30, 32, 33, 40, 42, 43, 45 et 46 ne s’appliquent pas, s’il est prouvé que le dommage résulte d’un acte ou d’une omission que le chemin de fer a commis, soit avec l’intention de provoquer un tel dommage, soit témérairement et avec conscience qu’un tel dommage en résultera probablement.”

Supprimer le texte de l’alinéa 2.

6) *Article 47 CIM*

Modifier le titre comme suit:

“Conversion et intérêts de l’indemnité”

Compléter l’article 47 par un nouveau § premier libellé comme suit:

“§ 1 Lorsque le calcul de l’indemnité implique la conversion des sommes exprimées en unités monétaires étrangères, celle-ci est faite d’après le cours aux jour et lieu du paiement de l’indemnité.”

Les §§ 1, 2 et 3 deviennent les §§ 2, 3 et 4.

7) *Article 58 CIM*

Compléter le texte du § 1, lettre c) comme suit:

“c) fondée sur un dommage résultant d’un acte ou d’une omission commis, soit avec l’intention de provoquer un tel dommage, soit témérairement et avec conscience qu’un tel dommage en résultera probablement;”

Supprimer le texte du § 1, lettre d).

La lettre e) devient la lettre d).

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE IV

Signature, ratification, acceptation, approbation

§ 1 Le présent Protocole demeure ouvert à Berne, auprès du Gouvernement suisse, Gouvernement dépositaire, jusqu’au 30 juin 1991, à la signature des Etats qui ont été invités à la deuxième Assemblée générale de l’Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires (OTIF).

§ 2 Conformément aux dispositions de l’article 20, § 1 de la COTIF, le présent Protocole est soumis à ratification, acceptation ou approbation; les instruments de ratification, d’acceptation ou d’approbation sont déposés le plus tôt possible auprès du Gouvernement dépositaire.

ARTICLE V

Entrée en vigueur

Les décisions contenues dans le présent Protocole entrent en vigueur le premier jour du douzième mois suivant celui au cours duquel le Gouvernement dépositaire aura notifié aux Etats membres le dépôt de l’instrument par lequel sont remplies les conditions de l’article 20, § 2 de la COTIF.

5) *Article 44 CIM*

Amend the heading as follows:

“Loss of the right to invoke the limits of liability”

Amend the text of the first sub-paragraph as follows:

“The liability limits provided for in Articles 25, 26, 30, 32, 33, 40, 42, 43, 45 and 46 shall not apply if it is proved that the loss or damage resulted from an act or omission, on the part of the railway, done with intent to cause such loss or damage, or recklessly and with knowledge that such loss or damage will probably result.”

Delete the text of the second sub-paragraph.

6) *Article 47 CIM*

Amend the title as follows:

“Conversion of, and interest on, compensation”

Add to Article 47 a new § I reading as follows:

“§ 1 When the calculation of the compensation requires the conversion of sums expressed in foreign currencies, conversion shall be at the rate of exchange applicable on the day and at the place of payment of compensation.”

§§ 1, 2 and 3 become §§ 2, 3 and 4.

7) *Article 58 CIM*

Add to the text of § 1, (c) as follows:

“(c) for loss or damage resulting from an act or omission done with intent to cause such loss or damage, or recklessly and with knowledge that such loss or damage will probably result;”

Delete the text of § 1, (d).

Letter (e) becomes (d).

FINAL PROVISIONS

ARTICLE IV

Signature, ratification, acceptance and approval

§ 1 This Protocol shall remain open at Berne, with the Swiss Government, the Depositary Government, until 30 June 1991, for signature by the States which have been invited to the Second General Assembly of the Intergovernmental Organisation for International Carriage by Rail (OTIF).

§ 2 In accordance with the provisions of Article 20, § 1 of COTIF, this Protocol shall be subject to ratification, acceptance or approval; instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited as soon as possible with the Depositary Government.

ARTICLE V

Entry into force

The decisions contained in this Protocol¹ shall enter into force on the first day of the twelfth month following the month during which the Depositary Government has notified the Member States of the deposit of the instrument by which the conditions of Article 20, § 2 of COTIF are fulfilled.

¹This Protocol entered into force on 1 November 1996, in accordance with a decision taken at the Third General Assembly of OTIF.

ARTICLE VI

Adhésion

Les Etats qui, invités à la deuxième Assemblée générale de l'OTIF, n'ont pas signé le présent Protocole dans le délai prévu à l'article IV, § 1, peuvent y adhérer en déposant un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement dépositaire.

ARTICLE VII

Rapport entre la COTIF et le Protocole

Seuls les Etats parties à la COTIF peuvent devenir Parties au présent Protocole.

ARTICLE VIII

Textes du Protocole

Le présent Protocole est conclu et signé en langue française.

Au texte français sont jointes des traductions officielles en langues allemande, anglaise, arabe, italienne et néerlandaise.

Seul le texte français fait foi.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs ont signé le présent Protocole.

Fait à Berne, le vingt décembre mil neuf cent quatre-vingt dix, en un seul exemplaire original en langue française, qui reste déposé dans les Archives de la Confédération suisse. Une copie certifiée conforme en sera remise à chacun des Etats parties.

ARTICLE VI

Accession

Those States which have been invited to the 2nd General Assembly of OTIF but have not signed this Protocol within the period specified in Article IV, § 1, may accede to it by depositing an instrument of accession with the Depositary Government.

ARTICLE VII

Relationship between COTIF and the Protocol

Only States which are parties to COTIF may become parties to this Protocol.

ARTICLE VIII

Texts of the Protocol

This Protocol shall be concluded and signed in the French language.

The French text shall be accompanied by official translations in German, English, Arabic, Italian and Dutch.

The French text alone shall prevail.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned Plenipotentiaries, being duly authorised by their respective Governments, have signed this Protocol.

Done at Berne, this twentieth day of December one thousand nine hundred and ninety, in a single original in the French language, which shall remain deposited in the archives of the Swiss Confederation. A certified copy shall be sent to each of the Member States.

POUR L'ALBANIE:
POUR L'ALGERIE:
POUR L'ALLEMAGNE:
POUR L'AUTRICHE:
POUR LA BELGIQUE:
POUR LA BULGARIE:
POUR LE DANEMARK:
POUR L'ESPAGNE:
POUR LA FINLANDE:
POUR LA FRANCE:
POUR LA GRECE:
POUR LA HONGRIE:
POUR L'IRAK:
POUR L'IRAN:
POUR L'IRLANDE:
POUR L'ITALIE:
POUR LE LIBAN:
POUR LE LIECHTENSTEIN:
POUR LE LUXEMBOURG:
POUR LE MAROC:
POUR MONACO:
POUR LA NORVEGE:
POUR LES PAYS-BAS:
POUR LA POLOGNE:
POUR LE PORTUGAL:
POUR LA ROUMANIE:
POUR LE ROYAUME-UNI:
POUR LA SUEDE:
POUR LA SUISSE:
POUR LA SYRIE:
POUR LA TCHECOSLOVAQUIE:
POUR LA TUNISIE:
POUR LA TURQUIE:
POUR LA YUGOSLAVIE:

FOR ALBANIA:
FOR ALGERIA:
FOR GERMANY:
FOR AUSTRIA:
FOR BELGIUM:
FOR BULGARIA:
FOR DENMARK:
FOR SPAIN:
FOR FINLAND:
FOR FRANCE:
FOR GREECE:
FOR HUNGARY:
FOR IRAQ:
FOR IRAN:
FOR IRELAND:
FOR ITALY:
FOR LEBANON:
FOR LIECHTENSTEIN:
FOR LUXEMBOURG:
FOR MOROCCO:
FOR MONACO:
FOR NORWAY:
FOR THE NETHERLANDS:
FOR POLAND:
FOR PORTUGAL:
FOR ROMANIA:
FOR THE UNITED KINGDOM:
FOR SWEDEN:
FOR SWITZERLAND:
FOR SYRIA:
FOR CZECHOSLOVAKIA:
FOR TUNISIA:
FOR TURKEY:
FOR YUGOSLAVIA:

SIGNATURES AND RATIFICATIONS

<i>State</i>	<i>Signature</i>	<i>Date of deposit of Instrument of Ratification* accession(a) acceptance(A) Approval(Ap)</i>
Albania		23 Oct. 1991(a)
Algeria		26 May 1993(a)
Austria	20 Dec. 1990	7 Feb. 1992*
Belgium	20 Dec. 1990	—
Bulgaria	20 Dec. 1990	—
Czechoslovakia	20 Dec. 1990	9 July 1992*
Denmark	20 Dec. 1990	10 Dec. 1991(A)
Finland	20 Dec. 1990	2 Sep. 1991(A)
France	21 Dec. 1990	8 Oct. 1991(Ap)
Germany	20 Dec. 1990	30 Apr. 1993*
Greece	20 Dec. 1990	—
Hungary	20 Dec. 1990	—
Iran	20 Dec. 1990	13 Oct. 1994*
Iraq		—
Ireland	20 Dec. 1990	—
Italy	20 Dec. 1990	7 Aug. 1995*
Lebanon		—
Liechtenstein	20 Dec. 1990	10 Aug. 1995*
Luxembourg	20 Dec. 1990	2 June 1994*
Monaco	17 Apr. 1990	—
Morocco	20 Dec. 1990	—
Netherland	20 Dec. 1990	3 June 1992(A)
Norway	20 Dec. 1990	1 July 1992*
Poland	20 Dec. 1990	5 Oct. 1995*
Portugal		—
Romania	20 Dec. 1990	21 Apr. 1992*
Spain	20 Dec. 1990	23 Sep. 1992*
Sweden	20 Dec. 1990	—
Switzerland	20 Dec. 1990	29 Aug. 1995*
Syria	20 Dec. 1990	—
Tunisia	13 Mar. 1990	—
Turkey	20 Dec. 1990	28 Jan. 1994*
United Kingdom	20 Dec. 1990	6 Oct. 1994*
Yugoslavia	20 Dec. 1990	—

**The Stationery
Office**

Published by The Stationery Office Limited

and available from:

The Publications Centre

(Mail, telephone and fax orders only)

PO Box 276, London SW8 5DT

General enquiries 0171 873 0011

Telephone orders 0171 873 9090

Fax orders 0171 873 8200

The Stationery Office Bookshops

49 High Holborn, London WC1V 6HB

(counter service and fax orders only)

Fax 0171 831 1326

68-69 Bull Street, Birmingham B4 6AD

0121 236 9696 Fax 0121 236 9699

33 Wine Street, Bristol BS1 2BQ

01179 264306 Fax 01179 294515

9-21 Princess Street, Manchester M60 8AS

0161 834 7201 Fax 0161 833 0634

16 Arthur Street, Belfast BT1 4GD

0123 223 8451 Fax 0123 223 5401

The Stationery Office Oriel Bookshop

The Friary, Cardiff CF1 4AA

01222 395548 Fax 01222 384347

71 Lothian Road, Edinburgh EH3 9AZ

(counter service only)

In addition customers in Scotland may mail,
telephone or fax their orders to:

Scottish Publication Sales,

South Gyle Crescent, Edinburgh EH12 9EB

0131 479 3141 Fax 0131 479 3142

Accredited Agents

(see Yellow Pages)

and through good booksellers

ISBN 0-10-135202-6



9 780101 352024